
















Demandes du Barreau du Québec et plateformes électorales 2022 | Justice

Demandes du Barreau	Coalition Avenir Québec	Parti conservateur du Québec	Parti libéral du Québec	Parti Québécois	Québec solidaire
 Consulter la liste des demandes du Barreau	 Programme Cadre financier	 Programme Cadre financier	 Programme Cadre financier	 Programme Cadre financier	 Programme Cadre financier
Investissements en justice			Pour régler la question des délais, il faut s'assurer de disposer des ressources humaines nécessaires dans les palais de justice ainsi qu'au sein du bureau du Directeur des poursuites criminelles et pénales.		
Accès à la justice par la fiscalité					
Pour les communautés autochtones (en matière de justice)			Régler une fois pour toutes la question de l'accessibilité à la justice dans le Nord du Québec, particulièrement pour les communautés autochtones.	Remplacer la <i>Loi sur les Indiens</i> par un régime négocié de nation à nation avec les Premières Nations et les Inuit. Construire, avec les Premières Nations et les Inuit, un nouveau partenariat dans le respect de notre autodétermination respective, la recherche de nos intérêts communs et notre rayonnement culturel. Augmenter la présence des minorités visibles et des Autochtones dans la fonction publique et parapublique.	Nous favorisons l'accès à un système de justice par et pour les Autochtones. Pour concrétiser les droits des Premières Nations et des Inuit sur leurs territoires, Québec solidaire s'engage à s'assurer de leur consentement préalable, libre et éclairé et de leur participation réelle lors de tout projet prévu sur leurs territoires, le tout en conformité avec la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Demandes du Barreau du Québec et plateformes électorales 2022 | Justice

Demandes du Barreau	Coalition Avenir Québec	Parti conservateur du Québec	Parti libéral du Québec	Parti Québécois	Québec solidaire
					
Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et conjugale			<p>Nous reconnaissons que certaines actions ont été entreprises, notamment avec la création du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale. Cependant, cette avancée est insuffisante. Il faut aussi agir sur la prévention, la sensibilisation, l'accompagnement et la coordination. En ce sens, nous nous engageons à mettre en œuvre l'ensemble des recommandations du rapport <i>Rebâtir la confiance</i>.</p>	Créer un tribunal spécialisé en matière de violences sexuelles et conjugales.	<p>Nous investirons tous les moyens nécessaires pour l'instauration la plus rapide possible du tribunal spécialisé en matière d'agressions sexuelles et de violence ciblant spécifiquement les femmes.</p> <p>Nous assurerons l'accompagnement psychosocial et juridique des personnes victimes de violence afin de mieux les soutenir.</p>
Réforme de l'aide juridique			Bonifier les taux d'admissibilité à l'aide juridique.		Nous réformerons complètement le programme d'aide juridique, nous en élargirons la couverture et en étendrons les barèmes d'admissibilité.
Programme Lexius			Nous accélérerons la transition vers des technologies modernes qui faciliteront l'administration de la justice.	Diminuer la lourdeur administrative dans le système judiciaire, notamment en accélérant l'intégration des technologies.	
Repenser la place de la justice et le rôle des avocats					
Lois professionnelles				Augmenter l'autonomie de pratique des professionnels de la santé membres d'un ordre professionnel en décloisonnant certains actes médicaux.	
Cliniques juridiques universitaires, Clinique juridique du Barreau et PMSBL			Miser sur l'accès aux conseils juridiques via les Centres de justice de proximité et les organismes communautaires.		

Demandes du Barreau du Québec et plateformes électorales 2022 | Justice

Demandes du Barreau	Coalition Avenir Québec	Parti conservateur du Québec	Parti libéral du Québec	Parti Québécois	Québec solidaire
					
Petites créances			Hausser le seuil monétaire de la Division des petites créances, pour le faire passer de 15 000 \$ à 25 000 \$.		
Cours municipales					
Réforme en droit de la famille			Nous devons par ailleurs aller de l'avant avec la réforme complète du droit de la famille. Il faut agir, et rapidement. Nous nous engageons à avoir complété l'ensemble de la réforme attendue d'ici 2024.		
Droit de la jeunesse		<p>Réaffirmera le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant et du respect de ses droits comme principe premier de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i>.</p> <p>Réaffirmera le principe de la primauté de la responsabilité parentale comme deuxième principe en importance de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i>.</p> <p>Mettra en application les recommandations de rapports d'experts, incluant celui issu de la récente commission Laurent, afin de protéger les enfants québécois et de mieux servir leurs intérêts.</p> <p>Favorisera une intervention auprès des parents et, dans les cas pour lesquels cela est possible et nécessaire, à leur engagement actif tout au long du processus d'intervention, afin de favoriser le développement de leurs capacités parentales.</p>		Garantir un niveau de ressources adéquat pour la protection de notre jeunesse.	En priorité, nous soutiendrons le transfert des services de la protection de l'enfance et de la jeunesse à des instances autochtones.

Demandes du Barreau du Québec et plateformes électorales 2022 | Justice

Demandes du Barreau	Coalition Avenir Québec	Parti conservateur du Québec	Parti libéral du Québec	Parti Québécois	Québec solidaire
<p>Autres mesures en matière de justice</p>			 <p style="text-align: center;"> Le fait d'imposer la sélection de juges uniquement francophones constitue une ingérence dans le fonctionnement de la Cour, qui est elle-même en mesure de juger de ses besoins afin d'assurer que tous soient jugés équitablement et dans les délais impartis. Ainsi, le Parti libéral redonnera à la magistrature le pouvoir de nommer les juges en fonction de ses besoins. Modifier la <i>Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement</i> pour y inclure une clause de rétroactivité pour les victimes de crimes contre la personne, par exemple d'exploitation sexuelle. </p>	 <p style="text-align: center;"> Favoriser la justice participative et les modes alternatifs de règlement de conflits. Faire une place à la justice réparatrice en matière criminelle. Renforcer l'accès à la justice, notamment en diminuant ses coûts et ses délais. </p>	 <p style="text-align: center;"> Nous développerons, favoriserons et encouragerons le recours à la justice alternative et réparatrice ainsi qu'aux programmes de déjudiciarisation lorsque approprié. Pour augmenter la transparence et lutter contre la corruption, Québec solidaire s'engage à faciliter l'accès à l'information d'intérêt public en obligeant les institutions gouvernementales à publier dans un format compréhensible et accessible les in-formations dont elles disposent. Pour réduire la judiciarisation dont sont victimes les personnes autochtones, racisées et marginalisées, Québec solidaire s'engage à lutter contre le profilage dont celles-ci sont victimes. Un gouvernement de QS portera une attention particulière au droit à l'avortement ici et ailleurs dans le monde et se montrera solidaire de toute lutte exigeant la généralisation de ce droit. </p>